



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE
Bureau de l'environnement
Affaire suivie par Sylvie INGOLD
& 03.87.34.88.98
03.87.34.85.15
internet : sylvie.ingold@moselle.pref.gouv.fr

ARRETE

**N° 2003-AG/2-319
du 22 octobre 2003**

**autorisant la Société SOLVAY
POLYOLEFINS EUROPE FRANCE à
exploiter, sur le territoire des
communes de SARRALBE et
WILLERWALD, des installations de
fabrication, de stockage et d'emballage
de polyéthylène .**

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le code de l'environnement (Livre 5, titre 1^{er}) ;

Vu le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et pris pour l'application des dispositions susvisées ;

Vu le décret N° 53-578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations classées ;

Vu la demande présentée par la Société SOLVAY POLYOLEFINS EUROPE FRANCE le 8 janvier 2003 complétée le 7 août 2003, en vue de continuer à exploiter des installations de production de polyéthylène sur le site de SARRALBE ;

Vu les plans et notices produits à l'appui de cette demande ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 27 août 2003 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 19 septembre 2003 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Arrête:**Article 1 :**

La Société SOLVAY POLYOLEFINS EUROPE FRANCE, dont le siège social est situé 12, Cours Albert 1er 75008 PARIS 08, est autorisée à continuer d'exploiter, sur le territoire des communes de SARRALBE et WILLERWALD des installations de fabrication, de stockage et d'emballage de polyéthylène.

La capacité de production est 160 000 tonnes/an de polyéthylène haute densité.

Article 2 :

Les installations classées dont l'exploitation est autorisée sont les suivantes :

Rubrique	Libellé	Installations	Capacité	A-D S
167	Déchets industriels provenant d'installations classées d'installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères). b) décharge			A
1180	Polychlorobiphényles, polychloroterphényles. (PCB) 1. Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 l de produits	1 transformateur	3500 l	D
1212	Peroxydes organiques (emploi et stockage de) 5. Peroxydes organiques et préparations en contenant de la catégorie de risques 3 et de stabilité thermique S3 : b) Quantité supérieure ou égale à 120 kg mais inférieure à 2000 kg	Magasin de stockage	1500 kg	D
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature. Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200t	1 réservoir aérien propane 3 réservoirs aériens propane 1 réservoir butène aérien 2 réservoirs butène aérien 4 réservoirs enterrés de propane (plate-forme logistique)	100 m ³ 150 m ³ 50 m ³ 100 m ³ 15 m ³	A-S
1414	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) 2. Installations de chargement ou déchargement desservant un dépôt de gaz inflammables soumis à autorisation	Dépotage butène Empotage propane	30 m ³ /h 35 m ³ /h	A
1416	Hydrogène (stockage ou emploi de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant 3. Supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure à 1 t :			D
1432	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :	2 réservoirs d'hexane 1 réservoir aérien de fuel lourd 1 réservoir aérien de fuel domestique	1400 m ³ 500 m ³ 9 m ³	A

Rubrique	Libellé	Installations	Capacité	A-D S
	a) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³	1 réservoir souterrain de carburant (super) 1 réservoir souterrain de carburant (gasoil) 1 réservoir souterrain de carburant (fuel)	6 m ³ 6 m ³ 6 m ³	
1433	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) : B. Autres installations : Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : a) Supérieure à 10 t	Atelier de polymérisation de l'éthylène (PE)	250 t	A
1434	Liquides inflammables (Installation de remplissage ou de distribution) 1. Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (Coef 1) étant : b) Supérieur ou égal à 1 m ³ /h, mais inférieur à 20 m ³ /h de liquides inflammables soumis à autorisation	Station de distribution avec 3 groupes moto-pompes	9 m ³ /h	D
1434	Liquides inflammables (Installation de remplissage ou de distribution) 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	Station de dépotage hexane	10 m ³ /h	A
1520	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (Dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t (A - 1)	Stock de charbon	7000 t	A
1611	Acide acétique à plus de 50 % en poids d'acide, acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, acide formique à plus de 50 % en poids d'acide, acide nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 % en poids d'acide, acide picrique à moins de 70 % en poids d'acide, acide phosphorique, acide sulfurique à plus de 25 % en poids d'acide, anhydride phosphorique, anhydride acétique (emploi ou stockage d') : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 250t	Stockage acide chlorhydrique	130 t	D
2560	Métaux et alliages (Travail mécanique des) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	1 atelier d'entretien	86 kW	D
2660	Polymères matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques (fabrication ou régénération) : La capacité de production étant: an	Atelier de polymérisation de l'éthylène (PE)	452 t/j	A

Rubrique	Libellé	Installations	Capacité	A-D S
	1. Supérieure ou égale à 1 t/j			
2661	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t/j .</p>	Atelier d'extrusion du polyéthylène (Finishing PE)	452 t/j	A
2662	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant:</p> <p>a) Supérieur ou égal à 1000 m³</p>	Stockage extérieur de PE et PP Silos de stockage poudres et granules	28 500m ³ 31500 m ³	A
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation			A
2910	<p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167 -C et 322-B-4 La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, d'être consommée par seconde.</p> <p>Nota - La biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut notamment le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat</p> <p>1. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>a) supérieure ou égale à 20 MW :</p>	<p>2 générateurs de vapeur (charbon) (G.N. B et G.N. C)</p> <p>1 générateur de secours au fuel lourd (G.N. 10)</p>	<p>86 MW</p> <p>38 MW</p>	A
2920	<p>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 5 Pa, :</p> <p>1. Comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant :</p> <p>a) supérieure à 300 kW :</p>	Compresseur York compris (E876 + G872/2 + E873/1 + E873/2)	767 kW	A
2920	<p>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, :</p> <p>2. Dans tous les autres cas :</p> <p>a) supérieure à 500 kW :</p>	Compresseurs d'air	3200kW	A

TITRE I - Principes généraux

Article 3 :

L'implantation, l'équipement et l'exploitation des réservoirs, postes de dépotage/empotage et annexes seront réalisés conformément aux dispositions :

- des arrêtés ministériels des 9 Novembre 1972 et 19 Novembre 1975 relatifs aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides et liquéfiés
- de l'arrêté ministériel du 10/5/1993 relatif au stockage de gaz inflammables liquéfiés sous pression

sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux dispositions ci-après.

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation s'applique pour toutes les installations présentes sur le site.

Article 4 : Plans - Clôture

Les installations seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints aux différentes demandes d'autorisation.

Toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

L'étude des dangers sera complétée, et si besoin révisée au fur et à mesure de l'apparition de connaissances nouvelles et significatives concernant l'un des éléments qui la composent. Cette révision aura lieu au plus tard tous les cinq ans.

Une clôture robuste de 2,5 m de hauteur au moins, sera établie autour de la plate-forme chimique, à plus de 10 m de tout dépôt ou toute construction à l'exclusion des locaux administratifs, en dehors des zones « non feu » définies par les plans n° S 4004/67, S 30003A/30151/18II.

Cette clôture sera, si nécessaire remplacée par un mur ou complétée par un rideau d'arbres, à certains endroits si la sécurité ou la tranquillité du voisinage l'imposent.

Article 5 : Matériel électrique

Les installations électriques doivent être conformes aux prescriptions :

- du décret 80-1056 du 14 Novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- de l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Un contrôle annuel du respect de ces deux textes sera réalisé par un organisme tiers agréé. Les résultats de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 6 : Différents types de zones

Dans les unités de fabrication, il est distingué deux sortes de zones, désignées « feu » et « non feu », selon la possibilité de présence de gaz ou vapeurs combustibles dans l'atmosphère, et selon les risques que peuvent alors présenter ces gaz ou vapeurs.

Sont notamment considérés comme zone « non feu », les secteurs suivants :

- Unité polyéthylène
 - secteur réacteur
 - secteur polymérisation
 - secteur solvant
 - secteur « services généraux » (en partie)
 - secteur catalyseur

et d'une manière générale tous les bâtiments, locaux, enceintes ou appareils dans lesquels sont stockés ou traités des gaz combustibles ou des liquides inflammables, ou dans lesquels peuvent se dégager des gaz combustibles.

Chacune de ces zones « non feu » ainsi définies s'étendra à 20 m au moins au delà des bâtiments, enceintes ou appareils correspondants à l'exception du secteur réacteur où la zone est portée à 30 m.

Sont également considérées comme zones « non feu », les zones s'étendant à 15 m au moins autour des orifices des soupapes ou des orifices de purge dégageant à l'air libre, des enceintes ou tuyauteries contenant des gaz combustibles, et à 10 m autour des orifices de respiration des réservoirs de liquides inflammables de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie.

Les disques d'éclatement des réseaux de captation des vapeurs organiques sont à considérer comme des soupapes. Exceptionnellement, les foyers des chaudières ne sont pas considérés comme des zones « non feu », à la condition que les chaudières elles-mêmes et le circuit des fumées se trouvent en dehors des zones « non feu » déterminées par d'autres sources de gaz combustibles, et à 5 m au moins des réservoirs de stockage des combustibles.

Les locaux à usage de bureaux, ou salles de contrôle, ou sous-station électrique en surpression, situés à l'intérieur d'une zone « non feu » ne sont pas eux-mêmes considérés comme zone « non feu » lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- a) L'air doit être prélevé à l'extérieur d'une zone « non feu » et à 10 m au moins au delà de celle-ci ;
- b) Un arrêt de fonctionnement de la ventilation actionnera automatiquement un dispositif avertisseur situé en un endroit où se tient en permanence du personnel instruit des mesures à prendre en pareil cas.

Les zones situées au delà des zones « non feu » peuvent être considérées comme zones « feu ».

D'une manière générale, l'exploitant déterminera sous sa responsabilité les zones ainsi définies, lesquelles seront reproduites sur un plan régulièrement tenu à jour.

Les zones « non feu » seront matérialisées sur le terrain par des panneaux pancartes tracés en peinture ou tout autre procédé similaire.

Article 7 : Règles générales de construction

7.1) Appareils, machines et canalisations

7.1) Les appareils fonctionnant sous pression, les appareils tubulaires destinés à assurer un échange thermique, les compresseurs devront être conformes à la réglementation à laquelle ils sont soumis.

Les appareils et machines non réglementés seront construits et exploités suivant les règles de l'art.

Les matériaux servant à la construction des appareils et machines sont choisis en fonction des fluides contenus ou en circulation afin qu'ils ne soient pas sujets à des phénomènes conduisant à la dégradation de leurs caractéristiques.

Les tuyauteries et leurs accessoires devront, suivant le cas, satisfaire aux réglementations en vigueur, et, en outre, aux normes homologuées qu'elles imposent au moment de leur construction ou lors de toute modification notable.

Les appareils, machines ou tuyauteries particulièrement sensibles à la condensation de la vapeur d'eau de l'air ambiant, du fait de la température des fluides véhiculés seront plus spécialement protégés de la corrosion par tout moyen efficace.

7.2) Ateliers de fabrication, de traitement ou de conditionnement

Les ateliers, sauf cas exceptionnel et justifié, seront édifiés à l'air libre ou sous couverture légère avec remplissages latéraux réduits au minimum. Dans le cas d'un bardage latéral une aération au faite sera prévue.

Les structures métalliques des ateliers présentant un risque particulier seront protégées par un revêtement ignifuge jusqu'à une hauteur de 4 mètres minimum. Dans ces ateliers, il sera fait de même pour les supports des nappes de tuyauteries surélevées servant au transport de produits inflammables et de gaz liquéfiés.

Chaque niveau, étage ou passerelle régulièrement fréquenté par le personnel devra comporter au minimum deux issues éloignées le plus possible l'une de l'autre permettant une évacuation rapide.

Article 8 :

Les routes seront tracées et construites de telle sorte qu'elles permettent une évolution facile des véhicules par tous les temps à l'intérieur de l'établissement.

Une étude d'écart a été réalisée par l'exploitant avec un échancier pour fixer par rapport aux dispositions de l'instruction ministérielle du 09.11.1989 la date de réalisation des travaux d'amélioration de mise en conformité pour les routes existantes.

Article 9 : Constructions de l'unité de polymérisation

- L'ensemble de l'unité sera situé à l'air libre.
- Les planchers seront constitués de caillebotis de façon à éviter les rétentions de liquide.
- Les supports seront ignifugés jusqu'aux points de reprise des charges. De plus et au même titre que les autres installations vulnérables ils seront protégés contre les heurts dans les passages.
- Les installations seront munies d'un revêtement résistant aux intempéries, aux actions anti-incendie.
- Les réacteurs seront calculés, dimensionnés et réalisés pour tenir compte des phénomènes de vibration et de résonnance.

- Les appareils élancés tels que les colonnes seront calculés en outre à la flexion et aux oscillations.

Article 10 : Protection contre l'incendie

L'établissement disposera d'un dispositif de lutte contre l'incendie comprenant :

- un réseau alimentant sous une pression de 10/12 bars les installations fixes de lutte contre l'incendie (vannes Déluge ou Sprinkler et lances Monitor), par l'intermédiaire de 4 groupes moto-pompes à démarrage automatique et échelonné, à alimentation indépendante, de 500 m³/h de débit unitaire ;
- un réseau basse pression (5 bars), indépendant du précédent alimentant les poteaux d'incendie de l'établissement par l'intermédiaire de trois groupes moto-pompes (dont 2 à démarrage automatique) de 200 m³/h de débit unitaire et dont les moteurs d'entraînement seront alimentés par le réseau électrique établissement, secouru par EDF.

Les réseaux en question devront être maillés et pourvus de vannes de barrage en nombre suffisant.

Les canalisations auront une section suffisante pour assurer le débit nécessaire, à n'importe quel emplacement, aux pressions requises pour le bon fonctionnement des appareils.

Les bouches, poteaux d'incendie ou prises d'eau diverses devront être munis de raccords normalisés.

La commande de déclenchement des installations fixes devra pouvoir être faite sur le site à partir de cabines « Déluge » ou à partir des salles de contrôle.

La commande sera du type à « air comprimé » ou autre énergie, mais sera conçue pour fonctionner par défaut.

Les vannes ou boutons de commande de déclenchement de l'arrosage dans un secteur donné seront repérés par une couleur ou un numéro. Ces repères seront reportés sur un plan synoptique des installations, mis en évidence devant l'éventuel opérateur. Cette disposition, ou toutes autres dispositions équivalentes, permettront à n'importe quel opérateur présent au moment de l'incendie de déclencher sans erreur possible le « Déluge » d'eau au niveau de la zone sinistrée.

Les repères et tableaux synoptiques seront en nombre suffisant tant dans la salle de contrôle que dans les cabines « Déluge » sur le site.

Pour le matériel d'intervention fixe tel que les lances « Monitor » et certains poteaux d'incendie très proches des installations à protéger, des écrans protecteurs devront être mis en place.

Une plate-forme d'aspiration pour engins mobiles sera aménagée au bord de l'étang SOLVAY.

Des extincteurs appropriés pour les risques dus aux liquides inflammables, aux gaz combustibles, aux liquides organo-métalliques, au matériel électrique ou autre, devront être répartis dans les divers emplacements, unités, ateliers ou locaux.

Leur position, capacité et nombre seront définis sous la responsabilité de l'exploitant et, au besoin, en conformité avec les règles professionnelles d'usage.

Du matériel de grande puissance pouvant comprendre notamment des camions d'incendie à eau, à mousse ou à poudre, une moto-pompe remorquable, une remorque citerne pour le transport d'émulseur devra être mis à la disposition des équipes d'intervention.

Des dépôts de sable en nombre suffisant, à l'état meuble, devront être convenablement répartis en vue de canaliser ou d'arrêter éventuellement les écoulements de liquides inflammables.

Le personnel d'exploitation sera équipé de postes portatifs émetteurs-récepteurs en liaison directe avec les salles de contrôle respectives qui peuvent appeler le « Poste de garde ».

Les canalisations d'eau des réseaux incendie seront efficacement protégées et seront enterrées à une profondeur telle que les risques de gel soient exclus.

Les unités de polyéthylène seront dotées d'un dispositif automatique de cloisonnement des installations. Ce dispositif d'arrêt d'urgence établi suivant un schéma prédéfini par l'exploitant :

- stoppera en tant que de besoin l'arrivée des fluides dangereux dans l'unité,
- arrêtera en tant que de besoin les pompes de circulation de ces fluides entre les différents secteurs de fabrication,
- fermera un certain nombre de vannes intermédiaires.

L'unité de polyéthylène est également équipée d'un réseau de détecteurs de feu, de fumées et de détecteurs de gaz combustibles.

Le dispositif de prévention et de lutte contre l'incendie prévu dans le cadre de l'unité polyéthylène est conforme pour les parties concernées aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbure liquéfiés annexés à l'arrêté ministériel du 9 novembre 1972 modifié.

Article 11 : Rétention d'eau incendie

Des dispositions devront être prises pour qu'en cas d'intervention des services d'incendie, l'eau déversée massivement sur les installations et ayant entraîné des produits chimiques puisse être admise dans le milieu naturel. La capacité de rétention ne devra pas être inférieure à 20 000 m³ pour la plate-forme chimique.

Article 12 : Protection contre l'électricité statique

Les installations seront protégées des effets de l'électricité statique et des courants de circulation.

Pour ce faire, les mises à la terre seront réalisées conformément aux règles de l'art. Une vérification au moins annuelle des prises de terre et de la continuité apparente des conducteurs de mise à la terre sera effectuée.

Pour se protéger des courants de circulation, des dispositions doivent être prises en vue de réduire leurs effets. Les courants de circulation volontairement créés (protection électrique destinée à éviter la corrosion par exemple) ne doivent pas constituer de sources de danger.

Des joints isolants peuvent être utilisés.

Article 13 : Protection contre la foudre

13.1) Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

13.2) Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C17-100 ou à toute norme en vigueur dans un État membre de la Communauté Européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des

contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes les structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

13.3) L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 13.1 ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

13.4) Les pièces justificatives du respect des articles 13.1, 13.2 et 13.3 ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 14 : Accidents ou incidents

L'exploitant consignera dans un document adapté tous les incidents, interventions et contrôles notables liés à la sécurité et à la protection de l'environnement. Ce document sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement sera déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21.09.1977. Un rapport circonstancié lui sera adressé le plus rapidement possible.

Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un agent d'encadrement, le Préfet ou son représentant puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

TITRE II - Prévention de la pollution de l'air

Article 15 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans les arrêtés particuliers ou dans les arrêtés relatifs à l'auto-surveillance l'Inspecteur des Installations Classées pourra demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les Installations Classées ; les frais ainsi occasionnés seront supportés par l'exploitant.

Article 16 :

16.1) Prescriptions générales

Toutes dispositions utiles doivent être prises pour réduire significativement l'émission de vapeurs, de fumées ou de gaz odorants ou nocifs de telle sorte qu'il ne résulte pas d'inconvénient vis-à-vis de l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

Les valeurs définies dans l'arrêté ministériel 2 février 1998 relatif aux rejets de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumis à autorisation doivent être respectées.

La forme des conduits d'évacuation à l'atmosphère, notamment dans la partie la plus proche du débouché doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.

16.2) Pollution accidentelle

Les dispositions appropriées seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

16.3) Générateurs de vapeur

16.3.1 Valeurs limites d'émissions

Les valeurs limites d'émission définies dans le tableau ci-après sont à respecter pour les générateurs de vapeur.

Combustible	Polluant	SO ₂ (mg/Nm ³)	NOx (mg/Nm ³)	Poussières (mg/Nm ³)	CO (mg/Nm ³)
Fioul lourd		1700	450	50	100
Combustible solide		2000	600	100	300

16.3.2 Surveillance des émissions

L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. A défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

Le programme de surveillance comprend les dispositions prévues dans le tableau ci-après pour les générateurs GNB et GNC:

POLLUANTS	SO ₂	NOx, O ₂	POUSSIÈRES ET CO
-----------	-----------------	---------------------	------------------

PERIODICITE	Mesure périodique trimestrielles	Mesure périodique trimestrielle	Mesure annuelle
-------------	----------------------------------	---------------------------------	-----------------

La vérification du respect des valeurs limites d'émission pour le générateur de secours GN10 est effectuée au moins une fois tous les trois ans.

Ces mesures s'effectuent conformément aux normes en vigueur par un organisme agréé.

Les résultats de mesure seront transmis à l'Inspection des Installations Classées dans un délai d'un mois à compter du jour de la mesure.

16.3.3 Hauteur des cheminées

La hauteur des cheminées est de 65 mètres pour GNB et GNC et de 41,49 mètres minimum pour GN10.

16.4 Torchère PE (petite torche)

La torchère sera conçue et exploitée de façon à limiter les émissions de poussières à l'atmosphère.

Les périodes d'émission de panaches de poussières visibles seront notées avec l'indication de l'origine du phénomène et feront l'objet d'une synthèse annuelle qui sera adressée à l'Inspecteur des Installations Classées.

TITRE III - Prévention de la pollution des eaux

Article 17 :

17.1) Principes généraux

Les autorisations de prélèvement de l'eau sont données dans le cadre des règlements en vigueur.

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout extérieur directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Toutes dispositions seront prises pour éviter le refoulement d'eaux industrielles dans le circuit d'alimentation en eau potable. A cet effet un réservoir de coupure ou bac de disconnection sera mis en place, si le réseau n'est pas séparé.

Toutes les dispositions nécessaires sont prises dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment, la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

17.2) Déversement accidentel - eaux superficielles et eaux souterraines

Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux souterraines ou superficielles.

17.2.1- Le stockage et le transvasement des liquides de quelque nature qu'ils soient ne pourront être effectués que sur des aires spécialement aménagées de manière à ce que les liquides

accidentellement répandus ne puissent se propager au loin et être déversés directement dans le milieu récepteur ;

Toutes précautions seront prises pour qu'il n'y ait aucune possibilité de contamination de la nappe souterraine par des liquides et autres produits stockés et utilisés dans l'établissement ;

Les abords des aires de stockage de produits en vrac ou en sac seront régulièrement nettoyés, tout sac non étanche sera immédiatement enlevé. Les résidus récupérés seront recyclés en fabrication ou éliminés conformément aux règles en vigueur.

Toutes les aires susceptibles d'être polluées par les produits utilisés ou élaborés seront rendues étanches.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité totale des réservoirs associés.

17.2.2-

Les réseaux d'égout des eaux polluées ou polluables seront étanches, résistants aux fluides véhiculés et aux contraintes mécaniques du sol.

Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, devront comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Les dispositifs de rejets devront être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution des prélèvements dans l'effluent.

Un plan du réseau d'égout, faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchement sera établi, régulièrement tenu à jour, et communiqué à l'Inspecteur des Installations Classées après chaque modification notable et pour la première fois un an après notification du présent arrêté préfectoral.

Article 18 : Pollution des eaux

L'établissement est pourvu des réseaux de collecte des eaux suivants :

- l'égout chimique qui reçoit les eaux récupérées dans les avaloirs situés sous les stockages et les installations de production ainsi que les eaux de purge de ces installations. Ces eaux sont traitées dans une station d'épuration interne au site
- l'égout pluvial du site Ouest de la plate-forme chimique qui draine les eaux pluviales non polluées des aires étanches.
- l'égout pluvial du site Est (dit également "égout soudière") qui draine les eaux pluviales non polluées de ce secteur de la plate-forme chimique.

L'égout chimique sera scindé par des gardes hydrauliques, coupe-flammes ou par tous autres procédés équivalents de manière à ce qu'un début d'incendie ne puisse se propager par le réseau d'égout. Ce dernier devra comporter un dispositif d'injection de gaz inerte si des mélanges explosifs pouvaient se développer à l'intérieur de l'égout.

18.1) Seuils de rejet de la station d'épuration des eaux

Les rejets dans la Sarre de la station d'épuration des eaux respectent les seuils suivants :

Débit < 160 m³/h
5,5 < pH < 8,5
Température < 30°C
DCO < 125 mg/l
DBO₅ < 30 mg/l
MEST < 35 mg/l
Al < 5 mg/l
Zr < 2 mg/l
Ti < 2 mg/l
Hydrocarbures totaux < 10 mg/l
Ions ammonium < 30 mg/l

18.2) Seuils de rejet des eaux de l'égout pluvial du site Ouest

Les eaux pluviales non polluées de l'égout pluvial du site Ouest sont collectées et envoyées dans 2 bassins de décantation d'un volume de 4000 m³. Le rejet final est envoyé vers le ruisseau Willerlachgraben qui se jette dans la Sarre.

Le rejet final dans le Willerlachgraben devra présenter les caractéristiques suivantes :

5,5 < pH < 8,5
DCO < 125 mg/l
DBO₅ < 30 mg/l
MEST < 35 mg/l
Hydrocarbures totaux < 10 mg/l

Un détecteur d'hydrocarbures implanté au point de rejet dans le fossé menant au Willerlachgraben devra déclencher une alarme en cas de dépassement du seuil autorisé afin de retenir les effluents pollués.

18.3) Seuils de rejet des eaux de l'égout pluvial du site Est (dit égout soudière)

Les eaux pluviales non polluées du site Est de l'usine sont collectées et envoyées vers un bassin de rétention de 650 m³. Le rejet de ce bassin est envoyé dans la Sarre.

Le rejet devra présenter les caractéristiques suivantes :

5,5 < pH < 8,5
DCO < 125 mg/l
DBO₅ < 30 mg/l
MEST < 35 mg/l
Hydrocarbures totaux < 10 mg/l

18.4) Eaux domestiques

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

18.5) Eaux de refroidissement

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

18.6) Contrôles et mesures des effluents

18.6.1- Dispositifs de mesure

Les exutoires d'évacuation des eaux polluées seront aménagés pour permettre :

- la mesure et l'enregistrement en continu du débit d'eau,
- l'échantillonnage automatique conforme à la norme NFT 90201,
- la mesure des températures.

18.6.2- Nature et périodicité des mesures

Sans préjudice des contrôles qui pourraient être faits par des organismes officiels, des contrôles de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel devront être effectués périodiquement sous la responsabilité et aux frais de l'exploitant par du personnel qualifié aux points de rejet définis au 18.1, 18.2 et 18.3.

A cet effet, les éléments ci-dessous devront être dosés ou mesurés au moins une fois par jour sur un échantillon moyen représentatif de la journée:

- pH selon NFT 90008
- DCO selon NFT 90101
- MeS selon NFT 90105
- Hydrocarbures totaux selon NFT 90114

De plus les éléments ci-dessous devront être mesurés une fois par mois :

- DBO selon NFT 90103
- Ions ammonium selon NFT 90015
- Métaux totaux selon NFT 90112

Pour les rejets de la station d'épuration, les teneurs en ions ammonium, aluminium et zirconium seront déterminées une fois par semaine sur la base d'un échantillon représentatif.

Les résultats de ces mesures seront inscrits sur un registre spécial tenu à la disposition de l'Administration, dont un extrait sera adressé tous les bimestres à l'Inspecteur des Installations Classées et au Service de la Navigation de Strasbourg, chargé de la Police des Eaux de la Sarre.

Des contrôles complémentaires pourront être effectués par un laboratoire agréé à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées ou du Service de la Navigation de Strasbourg. Les frais seront à la charge de l'industriel.

18.6.3 – Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10% de la série des résultats de mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

En cas de non respect de cette tolérance pour un des points de rejet, l'exploitant fera un rapport précisant les causes des dépassements constatés et les actions prises ou envisagées pour la mise en conformité. Ce rapport devra être communiqué à la DDAF de la Moselle ainsi qu'à l'Inspection des Installations Classées.

Par ailleurs l'exploitant dispose d'une convention précisant les débits prélevés et rejetés dans le domaine public fluvial, avec l'établissement public Voies Navigables de France.

TITRE IV - Prévention des risques

Les dispositions suivantes s'appliquent à l'ensemble des réservoirs de stockage d'hydrocarbures liquéfiés et aux réservoirs d'hexane exploités dans l'établissement.

Article 19 :

19.1) Prévention des surpressions

Chaque réservoir est équipé en toutes circonstances (hormis pendant le temps de remplacement immédiat pour entretien) de deux soupapes au moins montées en parallèle et ayant une pression de levée au plus égale à la pression maximale en service.

Si n est le nombre de soupapes, $n - 1$ soupapes doivent pouvoir évacuer le gaz de telle sorte que, en toutes circonstances, la pression à l'intérieur du réservoir n'excède pas de plus de 10% la pression maximale en service.

Les réservoirs de volume inférieur ou égal à 50 m³ pourront être équipés d'une seule soupape seulement à condition :

- de pouvoir évacuer le gaz de telle sorte que, en toutes circonstances, la pression à l'intérieur du réservoir n'excède pas de plus de 10% la pression maximale en service,
- d'avoir une pression de levée au plus égale à la pression de service,
- que dans les cas où la soupape serait hors service, le réservoir soit maintenu vide et dégazé.

Les soupapes des réservoirs de propane et de butène devront être équipées d'un dispositif d'inertage permettant l'extinction d'un feu de soupape.

19.2) Prévention du suremplissage des réservoirs

Le suremplissage est prévenu par un contrôle du niveau de la surface libre de la phase liquide.

Ce niveau est mesuré en continu. Le résultat de la mesure est mis à disposition du préposé à l'exploitation en temps réel.

L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- un seuil "haut" correspondant à la limite de remplissage en exploitation, laquelle ne peut excéder 90% du volume du réservoir,
- un seuil "très haut" correspondant au remplissage maximal de sécurité lequel ne peut excéder 95% du volume du réservoir.

Le franchissement du niveau "très haut" sera détecté par deux systèmes distincts et redondants. La défaillance de tout élément de transmission et de traitement du signal constituant un mode de défaillance commun entraîne la mise en sécurité.

Par des dispositifs d'asservissement appropriés, le franchissement du niveau "haut" entraîne, éventuellement après temporisation, l'arrêt automatique de l'approvisionnement du réservoir et l'information du préposé à l'exploitation. Le franchissement du niveau "très haut" actionne, outre les mesures précitées, les organes de fermeture des canalisations d'approvisionnement du réservoir, de mise en sécurité de l'installation et l'alarme du personnel concerné.

19.3) Pompes d'alimentation et de vidange

Toutes les pompes seront équipées d'un dispositif pour éviter qu'elles ne puissent caviter. La pression de refoulement des pompes de remplissage sera, dans toute la mesure du possible, inférieure à la pression de tarage des soupapes.

19.4) Sondes de pression

Une sonde de pression au moins sera mise en place sur chaque réservoir. Elle sera équipée de seuil haut permettant le déclenchement automatique du dispositif d'arrosage du réservoir et la coupure de toute alimentation.

Les alarmes seront retransmises en salle de contrôle.

Article 20 : Limitation et contrôle des fuites de gaz

20.1) Des détecteurs sont installés afin de pouvoir détecter toute fuite de gaz dans les meilleurs délais. Leur implantation tient compte des caractéristiques des gaz à détecter, des risques de fuites, des risques d'inflammation et de la sensibilité de l'environnement. L'exploitant établit un plan de détection de gaz indiquant l'emplacement et le nombre des capteurs, les seuils de concentration efficaces et les appareils asservis à ce système.

20.2) Asservissement, commande

a) Premier niveau de détection

En cas de détection de gaz inflammable à une concentration supérieure à 20% de la L.I.E., les détecteurs agiront sur des alarmes perceptibles par les personnels concernés.

b) Deuxième niveau de détection

En cas de détection de gaz inflammable à une concentration fixée par l'exploitant, inférieure ou égale à 50% de la L.I.E., l'ensemble des installations de stockage est mis en état de sécurité. Sauf justification contraire, cet état de sécurité consiste en la fermeture des vannes automatisées sur les canalisations de transfert, en l'arrêt des pompes, compresseurs, moteurs et alimentations en énergie autres que ceux nécessaires au fonctionnement des équipements de sécurité et d'intervention.

Article 21 : Direction du vent

Un dispositif au moins indiquera la direction du vent. Il sera visible de jour comme de nuit.

Article 22 : Détection de feu

L'exploitant mettra en place un système de détection de feu couvrant les zones à risques qui déclenchera :

- en salle de contrôle, une alarme et une localisation des zones de dangers
- par asservissement, la mise en œuvre de l'installation de refroidissement des réservoirs concernés

En outre l'arrosage de chaque réservoir pourra être commandé à partir d'un point où les opérateurs sont en sûreté. Le débit d'arrosage sera conforme aux normes en vigueur.

Article 23 : Mesures et contrôles des paramètres importants pour la sécurité

Les paramètres ayant une fonction de sécurité feront l'objet d'au moins deux modes d'acquisition et de traitements indépendants afin d'assurer une redondance totale. Le dépassement du seuil critique devra déclencher une alarme en salle de contrôle et pour certains déclencher des actions automatiques de protection ou de mise en sécurité.

Article 24 : Organes de manœuvres

Les organes de manœuvres importants pour la mise en sécurité de l'installation et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel (tels que les vannes de sectionnement isolant les capacités, les vannes de sectionnement des canalisations de transfert, les vannes d'arrosage des capacités, les vannes des rideaux d'eau et d'injection de mousse) seront implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre et/ou seront installés de façon redondante et judicieusement répartis.

Article 25 : Prévention des écoulements accidentels aux postes de déchargement de GPL

D'une manière générale les bras de déchargement seront munis d'un dispositif de sectionnement automatique côté réservoir de liquéfiés et côté citerne en cas de rupture.

Les vannes de sécurité permettant le chargement ou le déchargement ne pourront s'ouvrir que lorsque quatre conditions au moins seront simultanément remplies :

- branchement de la citerne sur le réseau de terre
- bras de chargement en position travail (fin de course du bras de chargement)
- arrêt d'urgence non poussé
- absence de détection gaz.

Par ailleurs dans le cas du dépotage, il est nécessaire de brancher la commande du ridoir et de fixer les crochets de rail.

La présence de clapet de fond sur les citernes sera systématiquement contrôlée. La rupture du bras de chargement ou de déchargement entraînera automatiquement la fermeture des vannes de sécurité.

Article 26 : Limitation des effets thermiques

26.1) L'exploitant devra disposer sur l'ensemble de ses réservoirs fixes aériens de gaz de pétrole liquéfiés d'un débit de refroidissement de 10 litres par minute et par mètre carré de superficie des réservoirs concernés. Le bon fonctionnement des couronnes d'arrosage sera testé régulièrement. Toute la superficie des réservoirs (piquages compris) devra être effectivement soumise à ce débit d'arrosage. Ce débit devra être maintenu pendant une durée de 2 h avec les moyens propres à l'établissement. Toute ressource en eau ne permettant pas de fournir le débit précité pendant 4 heures doit pouvoir être secourue avec des moyens tenus à la disposition de l'établissement.

Les wagons en phase de déchargement seront munis de rampes d'arrosage assurant en cas de sinistre un débit de 25 l/mn par mètre linéaire.

26.2) Le déclenchement du refroidissement sera asservi aux paramètres précédemment indiqués (pression, feu) et suivant les modalités des articles correspondants. Ce dispositif devra pouvoir être également commandé manuellement à distance et de manière sélective. En cas d'épandage de gaz de pétrole liquéfiés, toutes dispositions constructives et opératoires seront employées afin de ne pas favoriser l'évaporation des gaz par l'usage de ce dispositif.

26.3) Rétention des écoulements liquides

L'exploitant mettra en place une rétention déportée de ses capacités de stockage de gaz de pétrole liquéfiés de façon à empêcher, en cas d'épandage accidentel, l'accumulation de ces produits sous les réservoirs, réduisant ainsi la possibilité et les conséquences d'impact de flamme d'un foyer étalé sur les parois des réservoirs et permettant l'accumulation des gaz liquéfiés dans des conditions qui minimiseront les risques de développement d'un sinistre.

La capacité de la rétention déportée sera au moins égale à la plus grande des valeurs calculées pour chacun des réservoirs associés suivant la formule : volume du réservoir diminué de la quantité qui peut être vaporisée par le flash adiabatique du liquide le plus froid qui peut être recueilli.

L'aire sous les réservoirs et les caniveaux de transfert à la rétention déportée présentera une pente. La réalisation de cet ensemble doit permettre un drainage efficace de la superficie concernée.

26.4) Limitation des émissions

L'exploitant mettra en place un dispositif permettant de limiter l'évaporation des gaz de pétrole liquéfiés qui s'écouleraient accidentellement.

26.5) Canalisations de transport de fluides

Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles contiennent.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations nouvelles de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de propylène situées entre le dépotage et les stockages seront munies de soupape de sécurité entre deux organes de sectionnement successifs.

Toute autre canalisation qui pourrait être isolée et soumise à des surpressions anormales devra être protégée de la même façon.

26.6) Arrêt des fuites

Afin de limiter la quantité de gaz susceptible de s'écouler à l'occasion d'une fuite sur une canalisation raccordée à la phase liquide d'un réservoir l'exploitant mettra en place les dispositifs suivants :

- une vanne à sécurité positive située au plus près de la paroi du réservoir,
- une vanne interne à sécurité positive ou un clapet interne à fonctionnement pneumatique ou hydraulique à sécurité positive, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant liée à la nature du gaz ou à la conception du réservoir,
- une vanne à sécurité positive installée sur les lignes d'approvisionnement.

Ces dispositifs seront asservis aux systèmes de détection de gaz conformément à l'article 16-2. Ils seront manœuvrables à distance.

Un dispositif approprié d'injection devra permettre de substituer de l'eau au gaz libéré en cas de fuite.

Article 27 : Prescriptions applicables à tous les réservoirs de stockage d'hydrocarbures liquides et à leurs postes de chargement

27.1) Moyens d'arrosage (eau et mousse)

Les réservoirs d'hexane seront équipés de couronnes d'arrosage à la mousse sectionnements bac par bac.

Sur chacun de ces réservoirs l'exploitant devra pouvoir délivrer un débit d'eau de refroidissement de 10 l/mn/m² de surface du réservoir.

La réserve d'émulseur et les moyens de mise en œuvre correspondants maintenus sur le site devront permettre (pour les réservoirs d'hydrocarbures liquides) :

- l'extinction en 20 minutes et le refroidissement du réservoir du plus gros diamètre ainsi que la protection des réservoirs voisins menacés
- l'attaque à la mousse du feu de la plus grande cuvette (bacs déduits) avec un taux d'application réduit pour contenir le feu et simultanément la protection des autres installations menacées par le feu. Ces moyens devront être opérationnels jusqu'à l'arrivée d'aide extérieure avec un minimum de 1 heure.

Pour la détermination des moyens en solution moussante nécessaire à l'extinction de feux de liquide (feu de bac ou feu de cuvette) le taux d'application théorique sera, sauf justification explicite, de :

- 5 l/m²/mn pour les hydrocarbures non additivés.

Pour le calcul de la réserve en émulseur la concentration de celui-ci dans la solution moussante sera prise forfaitairement égale à 5 p.100.

Le taux d'application réduit destiné à contenir le feu sera pris égal à la moitié du taux d'application théorique.

L'exploitant devra s'assurer que les qualités d'émulseur qu'il choisit, tant en ce qui concerne ses moyens propres que ceux mis en commun, sont compatibles avec les produits stockés.

Pour les réservoirs d'hexane, l'exploitant devra disposer de 3,5 m³ d'émulseur approprié au moins.

La réserve en émulseur sera disponible en conteneurs de 1000 l minimum dont les emplacements devront être étudiés en vue de l'utilisation aisée lors de la montée en puissance des moyens.

27.2) Autres dispositions

Les vannes de pied de bac doivent être de type sécurité feu commandables à distance et à sécurité positive.

En sus des protections électriques traditionnelles les pompes de transfert d'hexane seront équipées d'un dispositif évitant la cavitation en cas de débit nul.

Les zones où sont susceptibles de s'accumuler des vapeurs de gaz explosibles (pomperies, caniveaux, point bas de cuvette...) seront équipées de détecteurs d'hydrocarbures avec report d'alarme.

Les traversées de murets par des canalisations devront être jointoyées par des produits coupe-feu 4 heures.

L'exploitant détermine, sous sa responsabilité, le point de rupture préférentiel des réservoirs en cas de surpression et aménage le cas échéant celui-ci pour faciliter la rupture robe-toit.

Toutes les canalisations qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation de la cuvette devront être sorties de celle-ci. En cas de conduite générale alimentant plusieurs cuvettes seules des dérivations sectionnables pourront pénétrer celles-ci.

Article 28 : Salles de contrôle

28.1) Salle de contrôle de l'Unité Polyéthylène

La construction du bâtiment devant abriter la salle de contrôle des installations de l'Unité de Polyéthylène devra être réalisée conformément aux éléments figurant dans l'avant-projet détaillé référence S-AGM/LF N° 37155 en date du 30 Juin 1999 établi dans le cadre des prescriptions de l'arrêté préfectoral N° 98-AG/2-165 du 29 Juillet 1998.

La nouvelle salle de contrôle devra être opérationnelle au plus tard au 31 Décembre 2004.

28.2) Laboratoire

Le bâtiment abritant le laboratoire devra être réalisé conformément aux éléments précisés dans l'avant-projet détaillé mentionné au paragraphe précédent.

La construction de ce bâtiment a été terminée au 31 décembre 2001 et le transfert des installations du laboratoire a été réalisé.

28.3) Automatisation de la conduite des installations de production

L'automatisation complète des équipements de conduite des installations de production devra être réalisée au plus tard au 31 décembre 2003.

TITRE V - Prescriptions particulières

Article 29 :

D'une manière générale l'exploitant s'assurera de la disponibilité et de la fiabilité de la chaîne de détection des fuites et des actions conduisant à la fermeture des vannes automatiques.

De plus l'exploitant devra :

- vérifier que le nombre et l'emplacement des capteurs permet, dans tous les cas, la détection d'une fuite éventuelle,
- s'assurer de la fiabilité intrinsèque de ces capteurs et du report de l'alarme,
- s'assurer du fonctionnement et de la fiabilité en toutes circonstances des asservissements et des vannes automatiques à commander.

L'ensemble de ces vérifications sera consigné dans un rapport à l'attention de l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 30 : Unité de production de polyéthylène haute densité

L'exploitant mettra en œuvre un dispositif permettant le suivi en continu du bon fonctionnement de l'agitateur, du dispositif de refroidissement et de la température de réaction de polymérisation ; un asservissement notamment à un niveau haut de température provoquera l'arrêt immédiat de l'alimentation du réacteur en catalyseur et en monomère.

Chaque réacteur disposera de 4 sorties différentes et de 2 vidanges d'urgence vers un réservoir de secours.

L'exploitant précisera à l'Inspecteur des Installations Classées les paramètres de sécurité retenus en présentant son argumentation.

La sollicitation progressive de ces dispositifs et la coupure des alimentations en catalyseur et en monomère seront conduites par un asservissement automatique à des niveaux de pression préétablis.

Les parties sensibles de l'installation comme les organes de sécurité seront protégées de feux de type chalumeau.

Article 31 : Aire de stockage des wagons

L'aire de stockage des wagons en attente de dépotage ou de chargement sera équipée d'une clôture qui pourra être commune avec celle qui ceint l'ensemble des installations d'un même secteur.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir dérive des wagons

La manutention des wagons sera effectuée par un personnel compétent avec un matériel susceptible d'évoluer en atmosphère explosive

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour qu'en cas d'incident les wagons de propylène stationnés sur les voies puissent être protégés par les lances à eau mobiles ou fixes établies de part et d'autre de l'aire de stockage des wagons.

Article 32 : Silos de stockage

32.1) Conception des installations *Limitation des effets d'une explosion éventuelle.*

Les silos et les canalisations qui les desservent exposés aux poussières seront munies de dispositifs permettant de limiter les effets d'une éventuelle explosion. Ces dispositifs seront conformes aux normes en vigueur.

Les toitures et couvertures des cellules seront réalisées en matériaux légers de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion. Si l'exploitant ne prend pas de dispositions particulières pour s'assurer que la fraction de particules inférieures à 125 µm reste inférieure à 0,2% et qu'il ne puisse y avoir accumulation de fines durant le transport ou le stockage des produits ou dans les équipements tels que filtres, cyclones, etc...

32.1.1- Stabilité au feu des structures

La stabilité au feu des structures devra être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours.

Le degré de stabilité au feu sera d'au moins une heure.

Evacuation du personnel

Les installations de stockage devront comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel avec au moins deux issues éloignées l'une de l'autre sur deux faces opposées du bâtiment.

Les schémas d'évacuation seront préparés par l'exploitant et affichés en des endroits fréquentés par le personnel.

Un exercice d'évacuation aura lieu tous les ans.

32.1.2- Intervention des services d'incendie et de secours

Les abords des silos ainsi que l'aménagement des ateliers et locaux intérieurs seront conçus de manière à permettre une intervention rapide et aisée des services d'incendie et de secours.

Les éléments d'information nécessaires à de telles interventions seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière apparente.

Les schémas d'intervention seront revus à chaque modification de la construction ou du mode de gestion de l'établissement. Ils seront adressés à l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

Les emplacements des bouches d'incendie, colonnes sèches, extincteurs... seront matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes...).

Les accès à ces emplacements devront être dégagés en permanence.

32.1.3- Aménagement des locaux

Les communications entre les ateliers seront limitées.

Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations... devront être aussi réduites que possible.

L'ensemble des installations sera conçu de manière à réduire le nombre des pièges à poussières tels que surfaces planes horizontales (en dehors des sols), revêtements muraux ou sols rugueux, enchevêtrements de tuyauteries, coins reculés difficilement accessibles.

32.1.4 – Silos M812/1 et M812/2

Suite aux préconisations de la tierce expertise remise à l'administration en application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 99-AG/2-90 du 9 avril 1999, les silos référencés M812/1 et M812/2 ont été remplacés par des silos neufs (de même référence) de telle manière qu'en cas d'explosion survenant à l'intérieur de ces silos, les effets de l'explosion soient concentrés sur la partie haute de la structure concernée. Un contrôle de ces deux silos ayant pour but de vérifier que les travaux réalisés sont de nature à répondre à cet objectif a été effectué par un expert.

32.2) Prévention des incendies et explosion

32.2.1- Installations électriques

Le matériel électrique basse tension sera conforme à la norme NF C 15-100.

Le matériel électrique haute tension sera conforme aux normes NF C 13-100 et NF C 13-200.

En outre, les installations électriques utilisées dans les locaux exposés aux poussières devront être conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre

de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosion (arrêté ministériel du 31 Mars 1980).

32.2.2- Mise à la terre des installations exposées aux poussières

Les appareils et masses métalliques (machines, manutention,...) exposés aux poussières devront être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

La mise à la terre sera unique et effectuée suivant les règles de l'art ; elle sera distincte de celle du paratonnerre éventuel.

La valeur des résistances de terre sera périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur.

Les matériaux constituant les appareils en contact avec les produits devront être suffisamment conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

32.2.3- Suppression des sources d'inflammation dans les locaux exposés aux poussières

Sauf cas prévu à l'article 36.2.3 ci-après, aucun feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire des étincelles ne pourra être maintenu ou apporté, même exceptionnellement, dans les locaux exposés aux poussières, que les installations soient en marche ou à l'arrêt.

Les sources d'éclairage fixes ou mobiles devront être protégées par des enveloppes résistantes au choc.

Les centrales de production d'énergie, en dehors des installations de compression, seront extérieures aux silos. Les produits inflammables seront stockés dans des locaux prévus à cet effet.

32.2.4- Prévention et détection de dysfonctionnements des appareils exposés aux poussières

Les organes mécaniques mobiles seront protégés contre la pénétration des poussières ; ils seront convenablement lubrifiés et vérifiés.

Les organes mobiles risquant de subir des échauffements seront périodiquement contrôlés.

L'exploitant établira un carnet d'entretien qui spécifiera la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

Si le transport des produits est effectué par voie pneumatique, la taille des conduites sera calculée de manière à assurer une vitesse suffisante pour éviter les dépôts ou bourrages.

32.2.5- Signalement des incidents de fonctionnement

Le personnel intervenant sur les silos devra être équipé d'appareil de communication permettant de signaler ou de prévenir rapidement tout incident, soit automatiquement, soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Ce dernier dressera une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il sera précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement ou manuellement.

Tout incident grave ou accident devra être immédiatement signalé à l'Inspecteur des Installations Classées à qui l'exploitant remettra dans les plus brefs délais un rapport précisant les causes et les

circonstances de l'accident, ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait, conformément aux dispositions prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977.

32.2.6- Consignes de sécurité

L'exploitant établira les consignes de sécurité que le personnel devra respecter, ainsi que les mesures à prendre (évacuation, arrêt des machines...) en cas d'incident grave ou d'accident.

Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement, dans des lieux fréquentés par le personnel.

32.2.7- Conception des installations de dépoussiérage

Les installations de dépoussiérage seront aménagées et disposées de manière à permettre les mesures de contrôle des émissions de poussières dans de bonnes conditions. Leur bon état de fonctionnement sera périodiquement vérifié.

De manière à limiter les risques liés à une éventuelle explosion dans les installations de dépoussiérage, celles-ci seront, autant que possible, situées à l'extérieur des structures rigides de l'installation.

Les canalisations amenant l'air poussiéreux dans les installations de dépoussiérage seront conçues et calculées de manière à ce qu'il ne puisse pas se produire de dépôts de poussières.

Toutes dispositions seront prises pour limiter la propagation d'un incendie ou d'une explosion se produisant dans une installation de dépoussiérage (fractionnement des réseaux, clapets anti-retour...).

Si les installations de dépoussiérage intérieures aux silos sont protégées contre les explosions par des dispositifs jouant le rôle d'évents, ces derniers seront prolongés par une canalisation débouchant à l'extérieur.

Cette canalisation sera dimensionnée et conçue de manière à ne pas inhiber le rôle de l'évent.

En outre, cette canalisation devra déboucher dans une zone non fréquentée par le personnel.

Le stockage des poussières se fera soit dans des silos distincts, soit dans des cellules du silo parfaitement isolées des cellules de stockage des produits.

32.2.8 - Prescription d'une étude technico-économique

L'exploitant remettra au Préfet, pour le 21 septembre 2003, une étude technico-économique relative à la mise en place de moyens d'extinction automatique au niveau des installations présentant des risques d'explosion de poussières et notamment les dépoussiéreurs des silos d'alimentation de la ligne d'extrusion.

32.2.9- Prescriptions particulières

Les silos devront être conçus pour être soit inertes à l'azote, soit ennoyés à distance.

L'exploitant présentera la justification des moyens retenus.

Les anciens silos de poudres sont équipés d'évents permettant en cas de sinistre de décharger l'explosion. Sauf si l'exploitant a présenté à l'Inspecteur des Installations Classées les dispositions qu'il a prises pour respecter les conditions décrites à l'article 32.1.

Ces événements devront être correctement dimensionnés compte tenu notamment des vitesses de montée en pression et de la tenue mécanique des équipements.

Article 33 : Entrepôts de stockage de produits finis et de matière première

Le respect des prescriptions ci-dessous ne fait pas obstacle aux prescriptions particulières applicables au stockage de certaines matières dangereuses fixées par la réglementation en vigueur.

En particulier, le stockage de produits explosifs est interdit.

33.1) Implantation

Sans préjudice de l'application de textes spécifiques, l'implantation des entrepôts doit être conforme aux règles suivantes :

L'entrepôt est implanté à une distance d'au moins 30 mètres des immeubles habités ou occupés par des tiers, des établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur, ainsi que des Installations Classées soumises à autorisation présentant des risques d'explosion.

Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins de l'entrepôt. Cette voie, extérieure à l'entrepôt, doit permettre l'accès des camions

pompes des sapeurs-pompiers et, en outre, si elle est en cul-de-sac, les demi-tours et croisements de ces engins.

A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,30 mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

La toiture est réalisée avec des éléments incombustibles.

La toiture comporte au moins sur 2 p.100 de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle ou une ouverture permanente en toiture dont la surface est calculée en fonction, d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposés, d'autre part, des dimensions de l'entrepôt ; elle n'est jamais inférieure à 0,5 p.100 de la surface totale de la toiture.

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

L'ensemble de ces éléments est localisé en dehors de la zone de 4 mètres de part et d'autre des murs coupe-feu séparant deux cellules, définie à l'article 36.2) ci-après.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille).

Dans les zones où sont entreposés des liquides dangereux, ou susceptibles d'entraîner une pollution des eaux, le sol est étanche et aménagé de façon à éviter tout écoulement direct vers le milieu naturel ou un réseau public d'assainissement.

Le bâtiment, si sa charpente n'est pas métallique, est équipé d'un paratonnerre.

33.2) L'entrepôt est divisé en trois cellules de stockage de 7 200 m² au plus, isolées par des parois coupe-feu de degré 2 heures.

La diffusion latérale des gaz chauds est rendue impossible, par exemple, par la mise en place, en partie haute, d'écrans de cantonnement aménagés pour permettre un désenfumage.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments légers sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de la paroi coupe-feu séparant deux cellules.

Les portes séparant les cellules sont coupe-feu de degré 1 heure et sont munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule. Tout autre moyen d'isolement est admis s'il donne des garanties de sécurité au moins équivalentes.

33.3) Les produits présentant des risques de réaction dangereuse et les produits incompatibles avec l'eau doivent être stockés dans des cellules spécialement réservées et munies de moyens spécifiques de lutte contre l'incendie.

33.4) Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi coupe-feu de degré 1 heure. Les portes d'intercommunication sont pare-flamme de degré 1/2 heure et sont munies d'un ferme-porte.

33.5) L'aire d'emballage est installée soit dans une cellule spécialement aménagée, soit éloignée des zones d'entreposage, soit équipée de moyens de prévention ou d'intervention particuliers.

33.6) Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 60 mètres de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie, sans diminuer le gabarit des circulations sur les voies ferroviaires extérieures éventuelles.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

33.7) Equipements

Les moyens de manutention fixes sont conçus pour, en cas d'incendie, ne pas gêner la fermeture automatique des portes coupe-feu ou, le cas échéant, l'action de moyens de cloisonnement spécialement adaptés.

Les chariots sans conducteur sont équipés de dispositifs de détection d'obstacle et de dispositifs anticollision. Leur vitesse est adaptée aux risques encourus (plus lente, par exemple, dans les zones où sont entreposés des conteneurs souples).

33.8) Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art ; elle est distincte de celle du paratonnerre.

La valeur des résistances de terre est conforme aux normes en vigueur.

A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

Les transformateurs de courant électrique sont situés dans des locaux spéciaux isolés de l'entrepôt par un mur coupe-feu de degré une heure et largement ventilés.

33.9) Seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières, produits ou substances entreposés pour éviter leur échauffement.

33.10) Les dispositifs de ventilation mécanique sont conçus en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules.

33.11) Chauffage des locaux

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi coupe-feu de degré deux heures. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait, soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré une heure.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges incombustibles.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de stockage.

33.12)

a) Détection incendie

La détection automatique est obligatoire dans les cellules.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits, objets ou matériels entreposés. Il est conforme aux normes en vigueur.

Les alarmes sont centralisées pour l'exploitation immédiate des informations, lorsque l'ampleur des risques le justifie.

b) Extinction

Les moyens de lutte, conformes aux normes en vigueur comportent :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles ;
- des robinets d'incendie armés de diamètre 40 mm répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel ;

c) Adduction d'eau

L'exploitant dispose d'un réseau d'eau public ou privé alimentant au moins six bouches ou poteaux d'incendie de 150 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés.

Ce réseau ainsi que, si nécessaire, la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir :

- le débit nécessaire pour alimenter, dès le début de l'incendie, les systèmes d'extinction automatique et les R.I.A. ;
- le débit nécessaire pour alimenter, à raison de 60 m³/heure chacun des poteaux d'incendie.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

33.13) Exploitation

Les produits incompatibles entre eux ne sont jamais stockés dans une même cellule. Sont considérés comme incompatibles entre eux les produits qui, mis en contact, peuvent donner naissance à des réactions chimiques ou physiques entraînant un dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, un incendie ou une explosion, en particulier :

- les produits combustibles ou réducteurs d'une part, et les produits oxydants, d'autre part ;
- les acides, d'une part, et les bases, d'autre part, y compris les sels acides ou basiques susceptibles de réactions dangereuses.

Toutefois, une telle exclusion n'est pas applicable dans le cas où l'un des produits occupe un volume faible par rapport au volume total de la cellule, est conditionné dans des récipients de moins de 30 litres, ou est à une distance supérieure à deux mètres par rapport aux produits incompatibles avec lui.

Les produits visés à l'article 30.3) ci-dessus, sont stockés uniquement dans les cellules réservées à cet effet.

33.14) Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc. soient largement dégagés.

Les marchandises entreposées en vrac sont séparées des autres produits par un espace minimum de trois mètres sur le ou les côtés ouverts.

Les marchandises entreposées en masse (sac, palette, etc.) forment des blocs limités de la façon suivante :

- surface maximale des blocs au sol : 250 à 1 000 m² suivant la nature des marchandises entreposées ;
- hauteur maximale de stockage : 8 mètres ;

- espaces entre blocs et parois et entre blocs et éléments de la structure : 0,80 mètre ;
- espaces entre deux blocs : 1 mètre ;
- chaque ensemble de quatre blocs est séparé des autres blocs par des allées de 2 mètres ;
- un espace minimal de 0,90 m est maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs.

Toutefois, dans le cas d'un stockage par palletier, ces conditions ne sont pas applicables.

On évitera autant que possible les stockages formant "cheminée". Lorsque cette technique ne peut être évitée, on prévoit des mesures spécifiques de lutte contre l'incendie.

Les produits liquides dangereux ne sont pas stockés en hauteur (plus de cinq mètres par rapport au sol).

Les produits explosibles et inflammables sont protégés contre les rayons solaires.

La température des matières susceptibles de se décomposer par auto-échauffement est vérifiée régulièrement.

33.15) Toutes substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage.

33.16) Tout stationnement de véhicules est interdit sur les voies prévues à l'article 30.1).

Le stationnement des véhicules n'est autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement et déchargement. Une matérialisation au sol interdit le stationnement de véhicules devant les issues prévues à l'article 36.6).

Lors de la fermeture de l'entrepôt, les chariots de manutention sont remisés soit dans un local spécial, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

33.17)

a) Entretien général

Les locaux et matériels sont régulièrement nettoyés de manière à éviter des accumulations de poussières.

Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc., sont regroupés hors des allées de circulation.

b) Matériels et engins de manutention

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles fonctionnant au gaz sont effectués dans un local spécial.

Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

c) Matériels et équipements électriques

Les matériels et équipements électriques sont régulièrement vérifiés. Ils sont contrôlés périodiquement par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

d) Matériels de détection et de lutte contre l'incendie

Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement.

33.18) Prévention des risques de pollution

a) Prévention des incendies et des explosions

Sauf, le cas échéant, dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de stockage, il est interdit :

- de fumer ;
- d'apporter des feux nus ;
- de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos.

Dans le cas de travaux par points chauds, les mesures suivantes sont prises :

- aspiration des poussières dans la zone de travail avant le début des travaux ;
- délivrance d'un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières ;
- contrôle de la zone d'opération deux heures au moins après la cessation des travaux.

b) Consignes d'incendie

Des consignes précisent la conduite à tenir en cas d'incendie.

Elles sont rédigées de manière compréhensible par tout le personnel afin que les agents désignés soient aptes à prendre les dispositions nécessaires.

Les consignes comportent notamment :

- les moyens d'alerte
- le numéro d'appel d'urgence (poste de garde, pompier usine)
- les moyens d'extinction à utiliser

Ces consignes sont affichées à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.

33.19) Toutes mesures sont prises pour qu'en cas d'écoulement de matières dangereuses, notamment du fait de leur entraînement par des eaux d'extinction, celles-ci soient récupérées dans deux bassins de capacité globale de 4 000 m³ afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau.

Les déchets sont éliminés conformément à l'article 36.

33.20) Consignes de sécurité

L'exploitant établit toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, ainsi que les mesures à prendre : évacuation, arrêt, etc., en cas d'incident grave ou d'accident.

Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement dans des lieux régulièrement fréquentés par le personnel.

Des rappels fréquents de ces consignes sont assurés par un personnel compétent.

Article 34 : Atelier de stockage des aluminiums alkyles

34.1) Généralités

Les containers, d'aluminium alkyle du type routier, seront conformes au règlement en vigueur pour le transport des matières dangereuses.

Toutes dispositions seront prises au niveau des containers, réservoirs et tuyauteries, pour éviter tout contact des aluminiums alkyle avec l'air et l'eau.

34.2) Stockages

Le stockage des containers d'aluminium alkyle sera limité à la quantité correspondant aux besoins strictement nécessaires à la production ou à un lot normal de réception.

L'aire de stockage des aluminiums alkyle sera matérialisée et séparée des autres lieux de stockage de produits combustibles par une distance d'au moins dix mètres.

Des consignes claires seront affichées à proximité de l'aire de stockage pour qu'en cas d'incendie des aluminiums alkyle l'extinction ne soit pas effectuée avec de l'eau.

La quantité d'aluminium alkyle présente sur l'aire de stockage sera consignée et portée à la connaissance des services d'incendie et de secours en cas d'intervention de leur part dans l'entreprise.

34.3) Aires de dépotage

Les aires de dépotage des aluminiums alkyle est constituée de huit boxes ou locaux de 70 m³.

Les containers en cours d'utilisation seront stockés dans des locaux du type blockhaus fermés sur trois faces. La quatrième face, entièrement ouverte, sera dirigée vers une zone neutre d'une longueur de 50 m au moins.

Le toit sera de construction très légère.

L'ensemble de la construction sera incombustible et construit de telle sorte que les containers ne puissent en aucun cas être atteints par la pluie ou par les écoulements d'eau provenant de l'arrosage des réservoirs de stockage d'hydrocarbures.

Le sol du blockhaus sera étanche et en légère pente vers l'extérieur.

Un écoulement par radier vers une fosse de rétention sera aménagé, permettant d'éloigner un incendie éventuel des autres containers en le canalisant.

L'accès aux bâtiments sera réservé uniquement aux opérateurs désignés et sera rendu possible par une passerelle extérieure donnant accès aux divers blockhaus. Cette passerelle formera corps avec les blockhaus et permettra une évacuation en toute sécurité du personnel.

Les opérations de transvasement entre le réservoir d'aluminium alkyle pur et les réservoirs d'aluminium alkyle dilué, feront l'objet d'une consigne particulière.

Des dispositions seront prises au niveau des containers, réservoirs et tuyauteries pour éviter tout contact des aluminiums alkyles avec l'air et l'eau.

En particulier :

- L'ensemble des appareils devra être sous atmosphère de gaz inerte.
- Le circuit de dégazage ne sera pas relié au réseau général, mais sera indépendant.
- Entre les appareils de stockage, de dilution et mise à l'air, sera placée une garde hydraulique avec raccordement au réseau de gaz inerte.
- Le contrôle des circuits sera fait avec le plus grand soin.
- Aucun appareil, enceinte ou canalisation ne pourra être ouvert sans avoir au préalable été lavé à l'hexane ou avec tout autre produit ayant des fonctions au moins égales. Ce lavage sera obligatoirement suivi d'un dégazage poussé au gaz inerte.

La liaison entre containers et réservoirs de dilution à l'hexane se fera par des canalisations présentant, dans toute la mesure du possible, le minimum de brides.

Autour des brides, vannes, des circuits d'aluminium alkyle concentrés ou dilués, des bâtiments des containers, des protections métalliques contre d'éventuelles projections de liquides seront prévues.

Article 35 : Règles applicables aux tours aéroréfrigérantes

35.1) Sont considérés comme faisant partie du système de refroidissement les circuits d'eau en contact avec l'air et l'ensemble évaporatif qui leur est lié.

Entretien et maintenance

35.2) L'exploitant devra maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons...) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

35.3) I - Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procèdera à :

- une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint ;
- un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques ;
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des légionella a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'appliquera, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles seront soit rejetées à l'égout soit récupérées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre de la législation des Installations Classées. Les rejets à l'égout ne devront pas nuire à la sécurité des personnes ni à la conservation des ouvrages.

II- Si l'exploitant justifie d'une impossibilité technique à respecter les dispositions de l'article 35.3 I, il devra mettre en œuvre un traitement efficace contre la prolifération des légionella, validé in situ par des analyses d'eau pour recherche de légionella, dont une au moins interviendra sur la période de mai à octobre.

35.4) Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, l'exploitant mettra à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :

- aux produits chimiques,
- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

Un panneau devra signaler le port de masque obligatoire.

35.5) Pour assurer une bonne maintenance du système de refroidissement, l'exploitant fera appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

35.6) L'exploitant reportera toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionnera :

- les volumes d'eau consommée mensuellement,
- les périodes de fonctionnement et d'arrêt,
- les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates/nature des opérations/identification des intervenants/nature et concentration des produits de traitement),
- les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en légionella...).

Les plans des installations, comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement, devront être annexés au livret d'entretien.

Le livret d'entretien sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

35.7) L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques seront réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les frais des prélèvements et des analyses seront supportés par l'exploitant.

Les résultats d'analyses seront adressés sans délai à l'inspection des installations classées et à la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales.

35.8) Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'article 35.3 II, de l'article 35.6 ou de l'article 35.7 mettent en évidence une concentration en légionella supérieure à 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant devra immédiatement stopper le fonctionnement du système de refroidissement. Sa remise en service sera conditionnée au respect des dispositions de l'article 35.3 I.

Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'article 35.3 II, de l'article 35.6 ou de l'article 35.7 mettent en évidence une concentration en légionella comprise entre 10^3 et 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant fera réaliser un nouveau contrôle de la concentration en légionella un mois après le premier prélèvement. Le contrôle mensuel sera renouvelé tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs.

Conception et implantation des nouveaux systèmes de refroidissement

35.9) L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répondra aux règles de l'art et sera dotée d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du système de refroidissement sera équipé d'un ensemble de protection par disconnection situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation.

35.10) Les rejets d'aérosols ne seront situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejet seront en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.

Article 36 : Règles particulières de construction

36.1) Postes de dépotage d'hydrogène comprimé

En marche normale, les besoins en hydrogène de l'établissement seront assurés uniquement par canalisation.

En cas d'interruption des fournitures par le pipe (incident, entretien etc...) trois postes de déchargement de véhicules pourront être utilisés.

Avant la remise en service de ces installations, l'exploitant procèdera à un contrôle des tuyauteries et des vannes et vérifiera leur étanchéité.

En dehors des périodes d'exploitation, l'ensemble des canalisations sera maintenu sous atmosphère d'azote.

36.2) Canalisations de transport de propylène, éthylène, azote, hydrogène

Dans l'enceinte de l'établissement, les différentes canalisations de transport reliant la Société Solvay Polyolefins Europe à d'autres entreprises extérieures devront satisfaire aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 1962 réglementant les canalisations d'usine.

36.3) Ateliers de préparation des catalyseurs

Le sol de l'atelier sera constitué par une dalle en béton aménagée en cuvette de retenue avec évacuation vers l'égout chimique.

Les réservoirs et appareils seront construits en matériaux appropriés, résistant à l'action des catalyseurs et solvants.

Les solutions catalytiques accidentellement répandues seront immédiatement recueillies avec moyens appropriés, notamment en faisant usage de matière absorbante ininflammable. Elles seront évacuées et détruites par les moyens les plus sûrs, dans des installations propres à les recevoir.

Article 37 : Déchets de l'établissement

L'exploitant doit éliminer ou faire éliminer les déchets produits par l'installation dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Tous les déchets seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assurera que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur. Il s'assurera avant tout chargement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés. Il vérifiera également la compatibilité du résidu avec le mode de transport utilisé.

L'élimination fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- origine, composition, quantité,
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement,
- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Un état récapitulatif de ces données sera transmis trimestriellement à l'Inspecteur des Installations Classées.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

D'une manière générale, les déchets produits devront être entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation de manière à faciliter leur récupération ou élimination ultérieure.

Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

Des mesures de protection contre la pluie, de prévention des envols, seront prises.

Les stockages de déchets liquides seront munis d'une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

L'exploitant est soumis aux dispositions de l'arrêté du 4 Janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances.

Article 38 : Bruit

Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 relatif au bruit des installations relevant de la loi sur les installations classées sont applicables.

Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier conformes à un type homologué au titre du décret du 18 Avril 1969).

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant aux valeurs des niveaux acoustiques limites admissibles en limite de propriété soit :

- 70 dB(A) le jour
- 60 dB(A) la nuit

Article 39 : Circuits des utilités

39.1) Air et azote

Les circuits d'air et d'azote seront clairement identifiés, de telle sorte qu'aucune confusion ne soit possible.

Chacun de ces réseaux sera secouru.

39.2) Equipements importants pour la sécurité

Les équipements importants pour la sécurité seront tous à sécurité positive.

39.3) Electricité

Le réseau électrique sera maillé et secouru. En cas de défaillance du réseau, les dispositifs et mesures importants pour la sécurité seront alimentés par un réseau de secours ayant une autonomie supérieure à une heure.

Article 40 : Règles d'exploitation de l'établissement

40.1) Consignes et surveillance

L'ensemble des opérations à réaliser sur les stockages et les autres installations de l'établissement aussi bien en fonctionnement normal qu'incidentiel ou accidentel devra faire l'objet de consignes écrites mises à jour périodiquement.

Les stockages et les autres installations de l'établissement doivent être placés en permanence sous la surveillance de personnel qualifié capable notamment d'apporter les éléments nécessaires aux pouvoirs publics en cas d'accident.

Des moyens de communication à distance seront mis à la disposition du personnel.

Les salles de contrôle seront également reliées au poste principal de secours et au réseau de communication de l'établissement.

Un dispositif de contrôle des véhicules sera mis en place avant leur déchargement ou leur chargement. Ce contrôle est exercé sous la responsabilité de l'exploitant.

1. Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, un règlement général de sécurité propre à l'établissement est établi. Il est complété en tant que de besoin par des consignes générales et particulières.
2. Le règlement général fixe le comportement à observer dans l'enceinte de l'établissement par tout le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnel d'entreprises).

Il porte en particulier sur le port de matériel de protection individuelle et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie.

3. Les consignes générales spécifient les principes généraux à suivre concernant :

- les modes opératoires dans les ateliers ou unités de fabrication (démarrages, marches normales, arrêts d'urgence),
- la manière d'opérer pour l'exécution des travaux,
- le matériel de protection collective ou individuelle et son utilisation,
- les mesures à prendre en cas d'incendie ou d'accident.

Elles énumèrent les opérations ou manœuvres qui doivent être exécutées avec une autorisation spéciale et qui font l'objet de consignes particulières.

4. Les consignes particulières complètent les consignes générales en tenant compte des conditions spécifiques se rapportant à une opération ou à un travail bien défini (objet et nature de ce travail, lieu atmosphère ambiante, durée, outillage à mettre en œuvre, etc...). Elles visent notamment les opérations ou manœuvres qui nécessitent des autorisations spéciales.

Ces autorisations font l'objet d'imprimés précisant le travail à effectuer et les précautions à prendre pour assurer la sécurité du personnel et la protection du matériel. Elles sont signées pour accord, pendant le temps où s'effectue le travail par les responsables désignés par le chef d'établissement. Ces autorisations portent si les mesures de protection prescrites ne sont pas respectées ou si un changement est intervenu dans les conditions de travail.

5. Le personnel des entreprises de service travaillant dans l'enceinte de l'établissement est soumis au règlement général et aux consignes de sécurité en vigueur.

Un recueil des règles de sécurité applicables par ces entreprises est remis contre décharge au responsable du chantier, qui est tenu d'en informer son personnel et d'en faire respecter l'application en liaison avec les responsables de l'établissement désignés par le chef d'établissement.

6. Les consignes sont tenues à jour.

Les consignes particulières doivent être remises au personnel directement intéressé et au personnel du service de sécurité et d'inspection qui en donnent décharge écrite.

Les consignes permanentes sont tenues à la disposition du personnel dans les locaux ou emplacements concernés ; les consignes provisoires y sont affichées.

40.2) Facteurs humains

40.2.1- Formation

Une formation du personnel de conduite et de maintenance sera faite.

Cette formation comprendra obligatoirement :

- un programme de formation initiale
- un programme de formation continue
- des exercices d'entraînement à la réaction aux situations accidentelles
- un contrôle des connaissances.

En outre une formation particulière sera donnée à toute personne non affectée spécifiquement à cette unité, mais amenée à intervenir dans celle-ci.

40.2.2- Conduite des aires de stockage et de dépôt

Lors d'accidents survenant dans une aire de stockage ou de dépôt ou dans les unités voisines, les dispositifs de sécurité devront pouvoir être manœuvrés avec efficacité depuis les salles de contrôle ou localement.

40.2.3- Permis de feu

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement dans les zones à risques et nécessitant l'emploi d'un point chaud ne pourront être effectués qu'après la délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

Cette procédure sera également contrôlée par le Service Hygiène Sécurité Environnement.

40.2.4- Equipement

L'équipement du personnel et les moyens de détection dans une installation devront tenir compte des risques induits par la présence des installations voisines.

40.2.5- Contrôles sûreté

La sûreté est définie comme l'ensemble des dispositions à prendre pour assurer dans une installation le fonctionnement normal, prévenir les accidents ou actions de malveillance, et en limiter les effets.

L'exploitant établit la liste des paramètres et équipements importants pour la sûreté c'est-à-dire ceux dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

40.2.5.1- Organisation en matière de sûreté

L'exploitant met en place une organisation en matière de sûreté au niveau des paramètres et équipements importants pour la sûreté.

Cette organisation met en œuvre un ensemble de contrôle d'actions planifiées et systématiques, fondées sur des procédures écrites mises à jour et donnant lieu à l'établissement de documents archivés.

Cette organisation comprendra :

1. Pour les équipements importants pour la sûreté un programme du suivi de la construction, de maintenance, d'inspection et d'essais...
2. Les modalités d'intervention pour maintenance et entretien : y compris la qualification nécessaire pour intervenir (personnel de l'entreprise ou sous-traitant).
3. Les consignes de conduite pour chaque installation (situation normale, situation dégradée, essais périodiques, y compris la qualification des effectifs permanents affectés à ces tâches).

4. La procédure de modification des équipements importants pour la sûreté et de mise à jour des documents précités.

Les documents précités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

40.2.5.2- Retour d'expérience

Nonobstant les dispositions de l'article 38 du décret du 21 Septembre 1977, l'exploitant établira un rapport annuel d'analyse des incidents et accidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement. Ce rapport sera assorti des enseignements tirés des actions nécessaires pour remédier à ces incidents et accidents. Il sera transmis à l'inspection des installations classées.

40.2.5.3 - Système de gestion et de l'organisation de l'établissement en vue de la prévention des accidents majeurs

Un système de gestion de la sécurité doit être mis en place par l'exploitant. Ce système proportionné aux risques d'accidents majeurs que présente l'établissement tient compte des éléments suivants :

- a) la politique de prévention des accidents majeurs doit être arrêtée par écrit et comprendre les objectifs et principes d'action généraux fixés par l'exploitant en ce qui concerne la maîtrise des risques d'accidents majeurs ;
- b) le système de gestion de la sécurité doit intégrer la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs ;
- c) les thèmes suivants sont abordés dans le cadre du système de gestion de la sécurité :
 - Organisation, formation
 - Identification et évaluation
 - Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
 - Gestion des modifications
 - Gestion des situations d'urgence
 - Gestion du retour d'expérience
 - Contrôle du système de gestion de la sécurité

40.2.5.4 - Gestion des Eléments Importants Pour la Sécurité (EIPS)

L'exploitant a établi :

- un programme d'inspection pour chaque EIPS. Ce programme précise notamment la nature de l'inspection, sa périodicité, sa durée, les intervenants, les modalités d'exploitation des résultats d'inspection ;
- les consignes de sécurité définissant la conduite à tenir au sein de l'établissement en cas d'indisponibilité d'un EIPS.

Article 41 : Mesures d'urgence

Organisation interne

En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention par le Préfet.

41.1) Plan d'opération interne

L'exploitant établit un plan d'opération interne, qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il mettra en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan, complété par l'avis du CHS-CT, est transmis au SIRACEDPC et à l'inspection des Installations Classées. Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées. Le POI sera révisé au plus tard tous les cinq ans.

En cas d'accident, l'exploitant assurera à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement du plan particulier d'intervention par le Préfet. Il prendra en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au plan d'opération interne et au plan particulier d'intervention en application de l'article 7 du décret 88-622 du 6 mai 1988 et de l'article 17 du décret du 21 septembre 1977.

L'exploitant est tenu de fournir au Préfet les éléments spécifiquement et directement nécessaires à l'information préalable des populations concernées sur les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident.

41.2) Moyens d'alerte

Une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher sont mis en place sur le site. Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger. Chaque sirène est actionnée à partir d'un endroit de l'établissement bien protégé.

La portée des sirènes doit permettre d'alerter efficacement les populations concernées dans les zones définies dans le Plan Particulier d'Intervention. Elle est de 1500 mètres au minimum.

Les sirènes mises en place et le signal d'alerte retenu doivent obtenir l'accord du SIRACED-PC. La signification des différents signaux d'alerte doit être largement portée à la connaissance des populations concernées.

Toutes dispositions sont prises pour maintenir les équipements des sirènes en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Dans tous les cas, les sirènes sont secourues électriquement. Les essais éventuellement nécessaires pour tester le bon fonctionnement et la portée des sirènes sont définis en accord avec le SIRACED-PC.

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant doit prendre toutes les mesures qu'il juge utile afin d'en limiter les effets.

Il doit veiller à l'application du Plan d'Opération Interne et il est responsable de l'information des services administratifs et des services de secours concernés. Si besoin est, et en attendant la mise en place du PPI, il prend toutes les dispositions même à l'extérieur de l'entreprise, reprises dans le POI et dans le PPI, propres à garantir la sécurité de son environnement.

41.3) Un exercice annuel permettra de vérifier les moyens décrits dans le plan d'opération interne et la mise en œuvre des mesures d'urgence. Les thèmes des exercices seront soumis au préalable à la DRIRE et au Service Départemental d'Incendie et de Secours.

41.4) L'exploitant mettra à la disposition des pouvoirs publics un PC opérationnel équipé suivant les indications préconisées dans le PPI.

Article 42 : Information des populations

42.1) L'exploitant distribuera à la population, notamment par l'intermédiaire des municipalités de SARRALBE, WILLERWALD + HERBITZHEIM, une plaquette d'information explicitant les principales dispositions à prendre et à observer en cas d'accident. Avant sa distribution, cette plaquette sera présentée à la DRIRE et au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile.

42.2) L'exploitant consignera dans des registres tous les incidents, interventions et contrôles liés à la sécurité et à la protection de l'environnement. Ces registres seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

42.3) Les incidents importants ou les difficultés chroniques qui surviendraient sur l'installation et qui seraient susceptibles d'avoir une influence sur la sécurité et l'environnement devront faire l'objet de rapports circonstanciés adressés dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 43 : Mise à jour de l'étude d'impact

L'exploitant remettra, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, une mise à jour de son étude d'impact telle que définie à l'article 3 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.

Article 44 : Installations classées soumises à déclaration

L'exploitation des installations classées présentes sur le site, soumises à déclaration et mentionnées à l'article 2 du présent arrêté sera effectuée conformément aux dispositions des arrêtés-types correspondants en vigueur, sauf en ce qu'ils seraient contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Article 45 : Abrogation d'arrêtés préfectoraux

Les dispositions des arrêtés préfectoraux suivants sont abrogés :

- n° 84-AG/3-257 du 10 avril 1984
- n° 89-AG/2-38 du 19 janvier 1989
- n° 93-AFG/2-353 du 30 juillet 1993
- n° 99-AG/2-90 du 9 avril 1999
- n° 2001-AG/2-242 du 4 juillet 2001
- n° 2001-AG/2-423 du 3 décembre 2001
- n° 2003-AG/2-12 du 15 janvier 2003
- n° 2003-AG/2-83 du 21 mars 2003
- n° 2003-AG/2-91 du 10 avril 2003
- n° 96-AG/2-310 du 4 juin 1996
- n° 98-AG/2-165 du 29 juillet 1998

TITRE VI : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 46 : Modifications

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance du Préfet.

Article 47 : Changement d'exploitant

En cas de changement d'exploitant, le Bureau de l'Environnement de la Préfecture devra être informé dans le délai d'un mois.

Article 48 : Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
2. la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
3. l'insertion du site de l'installation dans son environnement
4. en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Article 49 : Hygiène et sécurité du personnel – protection des tiers

Les prescriptions légales et réglementaires en vigueur, relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel seront rigoureusement observées.

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la salubrité publique.

Article 50 : Infractions aux dispositions de l'arrêté – durée de validité de l'autorisation

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Le présent arrêté cessera de produire effet s'il s'écoulait un délai de trois années avant la mise en activité, ou bien encore si l'exploitation était interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 51 : Informations des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SARRALBE et de WILLERWALD et pourra y être consultée par tout intéressé ;
- 2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 52 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

Article 53 : Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la MOSELLE,
Le Sous-Préfet de SARREGUEMINES,
Les Maires de SARRALBE et WILLERWALD,
Les inspecteurs des installations classées,
Et tous agents de la force publique,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 22 OCT. 2003

LE PREFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Marc-André GANIBENO

